

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Gestion gouvernementale du

**INTERPELLÉ** par l'Assemblée nationale, pour dresser le bilan des deux premières phases de l'état d'urgence, décrété le 9 avril dernier, le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, a reconnu certains manquements, non sans promettre de rectifier le tir.

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

**E**DIFIER la Représentation nationale, voire le peuple gabonais sur la gestion de la pandémie mondiale, le Covid-19, c'est l'exercice auquel s'est livré, hier, le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale. Un exercice ô combien important, au moment où la contamination est en pleine phase ascendante. Les chiffres officiels, au 6 avril courant, faisant foi, (Ndlr : 439 cas positifs, 99 guérisons et 8 décès). Pire, l'épidémie s'étend désormais à l'intérieur du pays. En effet, cinq provinces enregistrent des cas positifs de Covid-19. C'est pourquoi, les autorités veulent inverser la tendance.

" Parvenu à la première phase (15 jours) de l'état d'urgence sanitaire, et malgré les efforts du gouvernement, la pandémie à coronavirus est arrivée au stade 4, celle de la transmission communautaire. À ce stade, la courbe de propagation ayant amorcé sa phase ascendante, l'objectif du gouvernement est de parvenir à infléchir cette courbe et contenir la propagation de la pandémie", estime le Premier ministre. Avant de légitimer le récent confinement total du Grand Libreville. "Il faut admettre que la mise en œuvre de ces mesures, notamment le confinement total du Grand Libreville n'a pas été parfaite. Néanmoins, elle a permis d'après les spécialistes de freiner la propagation de la pandémie à l'intérieur du pays où notre système de santé est moins résilient", a-t-il déclaré. Une contamination communautaire exacerbée par l'incivisme des populations. "Effectif depuis le dimanche 28 avril 2020 (ndlr : confinement partiel et géographique du Grand Libreville), le bilan est mitigé en raison de l'incivisme des populations, notamment en ce

qui concerne le respect du port obligatoire des masques, les abus constatés dans le transfert des corps et cérémonies funéraires à l'intérieur du pays, l'inobservation des mesures barrières", a-t-il lâché sans ambages.

L'argent étant le nerf de la guerre, comme l'indique la maxime, les mesures présidentielles à caractère social, de l'ordre de 29 milliards de francs, ont nourri les questions des élus. "Sur le plan financier, les différentes mesures déclinées sont prises en charge par les ressources propres de l'État et des dons à travers le Fonds de solidarité Covid-19 et l'ap-

pui des partenaires techniques et financiers", a expliqué Julien Nkoghe Bekale. Ce dernier de préciser aux députés que le gouvernement a décaissé 25 milliards. Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, quant à lui, a débloqué une enveloppe de 4 milliards de francs. Une manne financière logée dans un compte à la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Pour tordre le cou aux rumeurs de détournements de deniers publics, le chef du gouvernement a sollicité la mise en palce d'une Commission d'enquête parlementaire (lire par ailleurs). Réserves• Le président du

groupe parlementaire RV, Serges Ndong Obame, a déploré le fossé existant entre les mesures sociales et leur application. "Arrêtez de promettre, passez à l'action", a-t-il lancé en direction du gouvernement. Sa collègue du groupe parlementaire FDR, Estelle Ondo, quant à elle, a émis des réserves quant à la capacité du système sanitaire à répondre efficacement à l'actuelle crise. Dans le même registre, Séraphin Davin Akoure, président du groupe parlementaire LD, a tenu à avoir des éclaircissements sur le dépistage de masse.

Des griefs qui ne sont pas tombés dans des oreilles d'un sourd. Ainsi Julien Nkoghe Bekale a-t-il promis de revoir sa copie (lire ci-contre). Avant d'en appeler à l'implication collective. " Le virus ne circule pas. C'est nous qui faisons circuler le virus. Les populations font partie du problème, et elles sont également la solution", a-t-il affirmé en guise de conclusion.



Photo: Sylvain Maganga

Quelques membres du gouvernement présents à l'interpellation du P d'étape de la gestion du Covid-19, dans notre pays, soit plutôt mitigé.

**GROUPES PARLEMENTAIRES**  
Etant intervenus



# Covid-19 : un bilan mitigé

## Une Commission d'enquête parlementaire "pour voir clair"



J.KOMBILE MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

**T**RANSARENCE. A lui seul, ce vocable pourrait résumer l'ensemble des interventions des élus du peuple, hier, au palais Léon Mba, au cours de l'interpellation du gouvernement. Comme pour coller à cette exigence, le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, a sollicité et obtenu du président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, la mise sur pied prochaine d'une Commission d'enquête parlementaire dédiée au contrôle et à l'évaluation de la gestion du Covid-19. Ce qui devrait permettre, à plus d'un, d'avoir, plus ou moins, non seulement, une idée exacte sur la destination des fonds alloués à la lutte contre cette pandémie. Mais

ici et là, sur fond de suspicion fondée ou pas, nombreux sont ceux qui pointent du doigt de multiples détournements qui obéiraient l'action gouvernementale dans le combat contre cette pandémie.



Le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi.

Photo: Sylvain Maganga

aussi, sur l'utilisation des denrées alimentaires collectées, censées revenir aux populations afin de leur permettre de mieux faire face aux difficultés générées par la lutte contre le coronavirus. Ce, d'autant plus que, ici et là, sur fond de suspicion fondée ou pas, nombreux sont ceux qui pointent du doigt de multiples détournements qui obéiraient l'action gouvernementale dans le combat contre cette pandémie. Aussi, la mise en place de cette Commission d'enquête parlementaire devrait-elle permettre aux députés d'exercer pleinement une

de leurs nombreuses prérogatives constitutionnelles. Toute chose qui tend à démontrer que les députés n'entendent nullement, en cette période exceptionnelle, se départir de leurs responsabilités. D'autant plus que la situation sanitaire l'exige, tant les enjeux sont énormes. Car il y va, quelque part, de la survie de la nation. Comme quoi, les élus du peuple sont désireux d'exercer pleinement leurs missions de contrôle du gouvernement, tenu de leur fournir " tous les éléments d'information qui lui sont demandés sur sa gestion et ses activités".

Premier ministre, par la représentation nationale. Il semble que le bilan

## Une stratégie à peaufiner

Martina ADA METOULE  
Libreville/Gabon



**F**ACE aux sénateurs et aux députés, le chef du gouvernement, Julien Nkoghe Bekale, a indiqué, hier et la veille, que son équipe et lui ont "certainement eu une mauvaise communication" dans ce combat contre le Covid-19. Des propos aux accents d'échec qui en disent long sur la stratégie gouvernementale. D'autant que les parlementaires ont relevé un certain nombre de dysfonctionnements et manquements. Au nombre desquels : le non-respect des mesures barrières, les difficultés dans l'application des mesures d'accompagnement relatives à la

distribution de kits alimentaires, la gratuité de l'eau, l'électricité, les loyers, la mise à disposition des masques grand public, etc. Au regard de ce tableau peu reluisant, Julien Nkoghe Bekale et les

«Je ne dis pas que tout était parfait. Non, loin de là. Mais, nos compatriotes aussi ne nous ont pas rendu la tâche facile.»

d'autres acteurs. Notamment ceux de la société civile, les élus locaux et nationaux, etc.

Pour autant, le chef du gouvernement a pointé du doigt le comportement de ses compatriotes. Lesquels " font aussi en sorte que les choses n'avancent pas. Je ne dis pas que tout était parfait. Non, loin de là. Mais, nos compatriotes aussi ne nous ont pas rendu la tâche facile. La vérité c'est aussi que les gens ont voulu faire une récupération politique", a regretté le Premier ministre devant les sénateurs, mercredi dernier. C'est dire la nécessité pour son équipe d'asseoir une nouvelle stratégie, en prenant en compte les suggestions et propositions des uns et des autres.

Photo: Sylvain Maganga